Recours 18-44

CHAMBRE DE RECOURS DES ECOLES EUROPEENNES

(2^{ème} section)

Décision du 23 octobre 2018

Dans l'affaire enregistrée au greffe de la Chambre de recours sous le n°**18-44**, ayant pour objet un recours introduit le 22 août 2018 par M. et Mme [...], demeurant ensemble à [...], agissant en qualité de représentants légaux de [...], le recours étant dirigé contre la décision du Secrétaire général adjoint du 8 août 2018 par laquelle il a rejeté comme non fondé leur recours administratif introduit le 11 juillet 2018 contre la décision du Conseil de classe du 2 juillet 2018 de ne pas promouvoir leur fils en 7^{ème} année secondaire, section néerlandophone, à l'Ecole européenne de [...],

la Chambre de recours des Ecoles européennes, composée de :

- M. Andréas Kalogeropoulos, président de la 2^{ème} section,
- M. Paul Rietjens, membre et rapporteur,
- M. Michel Aubert, membre,

assistée de Mme Nathalie Peigneur, greffière, et de M. Thomas van de Werve d'Immerseel, assistant juridique,

au vu des observations écrites présentées, d'une part pour les requérants, par eux-mêmes et par Me Marian Van Alphen, avocate au barreau d'Anvers, et d'autre part, pour les Ecoles européennes, par Me Marc Snoeck, avocat au barreau de Bruxelles,

après avoir décidé que, comme le permet l'article 19 du règlement de procédure, l'affaire ne serait pas examinée en audience publique,

après avoir notifié le 23 octobre 2018 le dispositif de la décision, en vertu de l'article 26.2. du Règlement de procédure,

a rendu la décision dont les motifs et le dispositif figurent ci-après.

Faits du litige et arguments des parties

1.

Pendant l'année scolaire 2017-2018, le fils des requérants a suivi les cours de la sixième année secondaire, section néerlandophone, à l'Ecole européenne de [...].

Les rapports et bulletins scolaires font état des résultats scolaires suivants :

- le rapport d'automne révèle 3 notes inférieures à 6 ;
- le rapport du premier semestre révèle 2 notes A inférieures à 6 et 7 notes B inférieures à 6 ;
- le rapport de printemps révèle 4 notes inférieures à 6 ;
- le bulletin du 2^e semestre révèle 3 notes A inférieures à 6 et 8 notes B inférieures à 6.

Par lettre recommandée du 26 mars 2018, la Direction de l'Ecole a informé les requérants du risque de redoublement et les a invités à faire valoir les éléments qu'ils estimeraient pertinents dans l'appréciation des résultats de l'élève.

Ils n'ont pas fait valoir d'observations.

Au terme de l'année scolaire, le fils des requérants a obtenu les résultats suivants :

Biologie	6
Economie	5,50

Physique	9	
Géographie	6,50	
Histoire	6	
Langue 1 (Néerlandais)	4,50	
Langue 2 (Anglais)	5	
Langue 3 (Français)		7,5
Mathématique	5	
Religion	7	
Philosophie	6,50	
Sport	8,50	

L'élève n'étant pas promu de plein droit en vertu de l'article 61 D-1, il a fait l'objet d'un examen particulier en application de l'article 61 D.2.

Par décision du 2 juillet 2018, le Conseil de classe a décidé de ne pas promouvoir l'élève par application de l'article 61 D-2 du Règlement général des Ecoles européennes (ci-après, RGEE), par 3 votes en faveur de la promotion et 9 votes contre, la décision étant motivée par le fait que l'élève n'a pas obtenu la note de 6/10 dans 4 matières et n'a pas les capacités pour suivre avec fruit les cours de l'année supérieure. Le Conseil de classe a estimé qu'en Economie et en Mathématiques, l'élève n'a pas les connaissances de base. Le Conseil de classe a en outre proposé un soutien en Maths 3 et en L2 l'année prochaine.

Cette décision a été notifiée aux requérants le 4 juillet 2018.

2.

Les requérants ont introduit le 11 juillet 2018 un recours administratif contre cette décision, faisant valoir que leur fils obtient d'assez bons résultats dans son travail quotidien mais qu'il est victime d'une peur de l'échec au moment des examens, ce qui l'empêche de se concentrer. Cette peur de l'échec est présentée comme un fait nouveau, pour laquelle une thérapie sera prochainement mise en place.

Ils ajoutent que le soutien scolaire dont a bénéficié leur fils a commencé trop tard, qu'il a dû s'adapter au système spécifique des Ecoles européennes et qu'il se retrouvera, s'il double, avec des élèves en moyenne 2 ans plus jeunes que lui.

3.

Le recours administratif a été rejeté comme non fondé par une décision du Secrétaire général adjoint du 8 août 2018.

C'est contre cette décision qu'est dirigé le présent recours contentieux.

4.

A l'appui de ce recours, les requérants font valoir, en substance, l'argumentation suivante :

Ils invoquent un fait nouveau, étant la peur de l'échec dont ils n'étaient pas conscients au moment de la délibération du Conseil de classe. Ils exposent que ce n'est qu'à la suite des résultats, connus début juillet, que Monsieur Katel Moons, psychologue au centre « Ruimtevaarder TaPasCity » à Herent, a fait passer des tests à leur fils, qui auraient mis en évidence sa peur de l'échec. Etant donné que cette peur leur était inconnue auparavant, ils expliquent ne pas avoir sollicité l'aide des enseignants plus tôt. Ils soulignent que les enseignants eux-mêmes n'ont jamais pris d'initiative à ce sujet ou n'ont jamais signalé aux parents qu'il conviendrait de faire passer à leur fils des tests à ce sujet.

Les requérants estiment également que lors de la délibération, le Conseil de classe doit tenir compte de tous les éléments concrets : non seulement les résultats de l'élève (soit ses notes, découlant de calculs purement mathématiques), mais aussi toutes les données pertinentes et personnelles de l'élève (son parcours scolaire, ses compétences, etc ...) et son dossier médical.

La peur de l'échec, de nature pathologique, est une donnée pertinente concernant leur fils, dont le Conseil de classe n'avait pas connaissance alors pourtant qu'elle

explique certaines lacunes.

Les requérants ajoutent que leur fils suivra bientôt un traitement contre cette peur de l'échec auprès d'une thérapeute du comportement spécialisée (voir l'attestation de la D^{re} V. [...], psychiatre). Etre promu en 7^{ème} année l'aidera grandement à vaincre cette peur et à retrouver confiance en lui.

5.

Dans leurs observations en réponse, les Ecoles européennes demandent à la Chambre de recours de déclarer le recours recevable mais non fondé et de condamner les requérants aux dépens, évalués à la somme de 1.000 €.

Elles soutiennent que le Conseil de classe pouvait parfaitement, en application des règles prévues par le RGEE pour le passage en classe supérieure, refuser la promotion. Le procès-verbal du Conseil de classe indique que, conformément à l'article 61 D-2 du Règlement général, la situation de l'élève a été soigneusement examinée et que, pour les motifs exposés dans ce procès-verbal, le Conseil de classe n'a pas estimé devoir promouvoir l'élève.

Elles lisent le recours comme proposant deux moyens :

- 1) le premier pris d'un fait nouveau, à savoir l'anxiété de l'échec, de nature pathologique, dont souffrirait l'élève ;
- 2) le second étant l'erreur manifeste d'appréciation de la part du Conseil de classe.

6.

Les Ecoles européennes estiment d'une part que la peur de l'échec alléguée par les requérants ne peut être un fait nouveau au sens de l'article 62 RGEE.

Elles font tout d'abord valoir que cette pathologie a été invoquée à l'occasion du recours administratif, mais sans aucune pièce à l'appui.

Elles soulignent ensuite que le rapport du docteur [...], daté du 22 août 2018 suite à une consultation du même jour, ne démontre pas que la peur alléguée était existante pendant l'année scolaire ou pendant les épreuves de fin d'année et qu'elle aurait pu ainsi influencer significativement les résultats.

Elles contestent également que ce fait aurait pu avoir une influence sur la décision du Conseil de classe s'il avait été connu des membres de ce dernier : les résultats obtenus par l'élève tout au long de l'année ont en effet pu légitimement convaincre le Conseil de classe que l'élève n'avait pas les capacités nécessaires pour suivre avec fruit les cours de la classe supérieure, et rien ne permettait au Conseil de classe de considérer que les notes ne reflètent pas correctement les capacités de l'élève.

Si la peur alléguée peut – à supposer qu'elle était existante antérieurement à la délibération – expliquer l'échec, elle ne permet pas pour autant d'affirmer que l'élève dispose à ce jour des compétences nécessaires pour suivre utilement les cours de l'année supérieure et elle n'est, en tout état de cause, pas de nature à combler les importantes lacunes de l'élève que révèlent tant les notes que les observations des professeurs dans les différents rapports scolaires de l'année.

7.

Les Ecoles européennes contestent d'autre part que le Conseil de classe aurait commis une erreur manifeste d'appréciation : le procès-verbal de la délibération du Conseil de classe révèle en effet que ce dernier a pris en considération non seulement les notes et les commentaires figurant aux bulletins et rapports, mais également les lacunes qu'elles constatent et les capacités réelles de l'élève nécessaires pour suivre utilement les cours de la 7^e année, estimant que l'élève ne les avait pas acquises.

A cet égard, les Ecoles rappellent que la Chambre de recours ne peut censurer que l'erreur *manifeste* d'appréciation (elle ne peut substituer son appréciation à celle du

Conseil de classe) et font valoir qu'en l'espèce, à supposer même qu'il y ait eu erreur d'appréciation, *quod non*, elle ne saurait être regardée comme manifeste, en sorte qu'elle échapperait à toute censure.

8.

Dans leurs observations en réplique, les requérants maintiennent leurs prétentions initiales en répondant à l'argumentation développée par les Ecoles européennes et insistent en substance sur ce qui suit :

L'année scolaire 2017-2018 était la première année de [...] dans le système des Ecoles européennes et les espoirs de réussite étaient grands. Il a dû s'adapter à un nouvel environnement scolaire, avec la particularité de devoir suivre des cours en anglais (Economie).

Ils invoquent une violation du principe de bonne administration en ce qu'ils n'ont été informés qu'à la fin du mois de mars des difficultés que leur fils rencontrait dès janvier, ce qui constitue une grave lacune de l'école dans sa mission pédagogique et d'orientation optimale des élèves, d'autant plus grave que l'école connaissait le parcours compliqué de [...] avant d'y être scolarisé. Ils soutiennent également que le soutien scolaire lui a été offert trop tard (après les vacances de février).

Ils invoquent également une violation du principe de proportionnalité et d'équité en ce que le Conseil de classe n'a pas tenu compte du fait que l'élève avait fait des progrès indéniables en fin d'année, terminant même son année avec une moyenne de 6,30 /10 ; la décision du Conseil de classe est dès lors disproportionnée et injuste par rapport à son parcours scolaire et les effets négatifs d'un redoublement sur son avenir et son épanouissement personnel.

Ils font encore valoir une violation du principe de sécurité juridique en ce que la méthode d'évaluation des élèves est vague et non transparente.

Enfin, les requérants réitèrent l'argument du fait nouveau, étant la peur de l'échec et les conséquences négatives d'un redoublement sur le traitement de cette peur

de nature pathologique ; elle aurait dû être prise en compte par le Conseil de classe dans l'intérêt de l'élève. Un traitement *ad hoc* a entretemps été mis en place, dont un bénévolat au Népal pour redonner à leur fils confiance en lui.

Ils ajoutent au dossier les résultats d'un test « TaPas », qu'ils ont fait passer à leur fils juste après avoir pris connaissance de la décision du Conseil de classe. Ils reprochent au Secrétaire général adjoint de ne pas les avoir réclamés et de n'avoir dès lors pas pris sa décision de rejeter le recours administratif sans en avoir pris connaissance – ce qui est une violation de l'obligation de motivation.

Enfin, les requérants demandent de rejeter la demande des frais et dépens réclamés par les Ecoles européennes, au motif que la Chambre de recours ne serait pas une juridiction effective et qu'une condamnation aux dépens n'aurait aucune base légale.

Appréciation de la Chambre de recours

Sur la recevabilité,

9.

La recevabilité *ratione temporis* du recours n'est pas discutée.

10.

Le recours est par contre irrecevable *rationae materiae* en ce qu'il a pour objet d'obtenir la promotion de l'élève en 7^e année secondaire.

En effet, aux termes de l'article 27.2 de la Convention portant Statut des Écoles européennes, « *la Chambre de recours a compétence exclusive de première et de dernière instance pour statuer, après épuisement de la voie administrative, sur tout litige relatif à l'application de la présente convention aux personnes qui y sont visées (...) et portant sur la légalité d'un acte faisant grief fondé sur la convention*

ou sur des règles arrêtées en application de celle-ci, pris à leur égard (...). Lorsque un tel litige présente un caractère pécuniaire, la Chambre de recours a une compétence de pleine juridiction ».

Ce n'est donc que lorsque le litige présente un caractère pécuniaire que la Chambre de recours dispose d'une compétence de pleine juridiction, lui permettant non seulement d'annuler une décision administrative, mais aussi de la réformer. Or le présent recours concerne manifestement un litige qui n'est pas de nature pécuniaire. Dès lors, en ce que ce recours vise à faire réformer la décision du Conseil de classe par la Chambre de recours (autrement dit, à permettre à cette première de substituer sa décision à celle de l'autorité administrative), il est irrecevable.

Le présent recours n'est dès lors recevable *rationae materiae* que pour autant et dans la mesure où il vise l'annulation de la décision du Secrétaire général adjoint du 8 août 2018 qui rejette comme non fondé le recours administratif.

Sur le fond,

11.

L'article 62.1 du Règlement Général des Ecoles européennes (ci-après RGEE) dispose que :

*« Les décisions des Conseils de classe ne sont pas susceptibles de recours de la part des représentants légaux des élèves, **sauf pour vice de forme ou fait nouveau**, reconnus tels par le Secrétaire général sur la base du dossier fourni par l'école et les représentants légaux de l'élève (...)* ».

Conformément à cette disposition, pour qu'une décision du Conseil de classe puisse faire l'objet d'un recours, les requérants doivent démontrer soit l'existence d'un vice de forme, soit celle d'un fait nouveau, dûment définis par cette disposition.

En ce qui concerne l'existence éventuelle d'un vice de forme

12.

L'article 62.1 précité poursuit dans son deuxième alinéa que « *par vice de forme, il faut entendre toute violation d'une règle du droit relative à la procédure à suivre pour le passage dans la classe supérieure, tel que s'il n'avait pas été commis, la décision du Conseil de classe eût été différente* ».

Les parties s'accordent pour considérer qu'il n'y a en l'espèce aucun vice de forme.

En effet, aucune violation des règles de procédure régissant la tenue des Conseils de classe n'est démontrée en l'espèce.

Les allégations des requérants dans leur réplique (dont les nouveaux arguments doivent par ailleurs être déclarés inopérants – voir *infra*), selon lesquelles l'École aurait offert tardivement un soutien à l'élève, à supposer que cette prétendue « *grave lacune de l'école dans sa mission pédagogique* » soit établie, ne peuvent être considérées comme démontrant l'existence d'un vice de forme. En effet, le troisième alinéa de l'article 62.1 précité dispose que « *le défaut d'assistance sous la forme d'intégration de l'élève aux programmes de Soutien éducatif ne constitue pas un vice de forme, sauf à démontrer que l'élève ou ses représentants légaux ont réclamé cette assistance et qu'elle a été abusivement refusée par l'École.* ». Dans le cas d'espèce, les pièces du dossier ne démontrent aucune demande d'assistance des requérants ni aucun refus de l'École. Au contraire, l'École semble avoir offert, de sa propre initiative, des heures de soutien à l'élève.

En ce qui concerne l'existence éventuelle d'un fait nouveau

13.

Reste donc à examiner s'il y a en l'espèce un fait nouveau, au sens du cinquième alinéa de l'article 62.1 rappelé ci-dessus, qui se lit ainsi :

*« Par **fait nouveau**, il faut entendre tout élément qui n'aurait pas été porté à la connaissance du Conseil de classe parce qu'il était inconnu de tous - enseignants, parents, élève - au moment de sa délibération et qui aurait pu influencer le sens de sa décision. Un fait connu des parents, mais non porté à la connaissance du Conseil de classe ne peut être qualifié d'élément neuf, au sens de la présente disposition (...).*

Le fait nouveau allégué en l'espèce est une peur de l'échec, découverte aux dires des requérants, suite à des tests proposés début juillet par M. Katel Moons, psychologue au centre « Ruimtevaarder TaPasCity », et à l'occasion d'une consultation chez le Dr [...] le 22 août 2018.

14.

Le document du 4 juillet 2018, contenant le profile « TaPas » de l'élève, tel qu'il a été tardivement joint au dossier par les requérants (à savoir, dans le cadre de leur réplique et donc non disponible lors du recours administratif), a comme finalité d'analyser les talents de l'élève et l'image qu'il en a. Force est de constater que cette analyse contient des éléments tant positifs que moins positifs.

En tant qu'éléments positifs, sont ainsi mentionnées les qualités « *be strong* » et « *please others* » comme les deux « *talent drivers* » les plus dominants chez l'élève. De même les qualificatifs « *socialement interactif* », « *conceptuel/complexité* » (impliquant entre autres que la personne testée garde toujours, même dans des situations difficiles, une bonne vue de l'ensemble) et « *systématique/exécutif* » (impliquant que la personne testée recherche presque

toujours la solution des problèmes qui lui sont soumis et est capable de transformer ses projets en résultats concrets) sont mentionnés comme les « *talent foci* » les plus dominants de [...].

Il est vrai que cette analyse démontre également, comme éléments moins positifs, que l'élève manque un peu de confiance en lui-même et qu'il semble, en tant que jeune adulte, vivre une phase de sa vie où il n'a pas d'image claire de ses talents et certains doutes sur ses capacités. Mais, à aucun endroit, ni dans cette analyse ni dans sa synthèse, le lecteur ne peut trouver la moindre conclusion que l'élève souffrirait d'une « *grave peur de l'échec* », comme le prétendent les requérants dans leur réplique.

15.

Quant au rapport du Dr [...], il relate des symptômes de stress au moment des examens (mains moites, trous de mémoire, difficultés de concentration, peur du chrono) - des symptômes assez classiques et vécus par de très nombreux élèves au moment des examens. Par contre, ce rapport ne permet pas d'établir si la peur de l'échec alléguée par les requérants, diagnostiquée en août 2018, est la *cause* des mauvaises notes aux examens ou la *conséquence* du redoublement annoncé. Les symptômes de stress décrits par le Dr [...], s'ils expliquent certaines contre-performances au moment des examens, n'expliquent en tout cas pas les notes peu élevées pendant l'année.

Le Dr [...] relève lui-même que la peur de l'échec ne se manifeste que pendant les examens, pas lors des contrôles ordinaires.

Pourtant, le rapport d'automne révèle déjà trois notes inférieures à 6 ; le rapport du premier semestre révèle deux 'notes A' inférieures à 6 et sept 'notes B' inférieures à 6 ; le rapport de printemps révèle quatre notes inférieures à 6 et le bulletin du 2^e semestre révèle trois 'notes A' inférieures à 6 et huit 'notes B' inférieures à 6. Ces bulletins montrent que l'élève obtient des notes inférieures à 6/10 même en dehors des examens ('notes A' des bulletins des premier et second semestres).

C'est sur base des résultats obtenus par l'élève tout au long de l'année que le Conseil de classe a estimé que le fils des requérants ne sera pas en mesure de suivre utilement et avec fruit les cours de l'année supérieure, ses lacunes dans de nombreuses matières étant trop importantes et traduisant un manque de connaissances fondamentales. En arrivant à cette conclusion, le Conseil de classe a, par ailleurs, non seulement tenu compte des notes obtenues, mais aussi des commentaires des enseignants figurant aux bulletins et rapports, qui témoignent plusieurs fois d'un manque d'efforts et de préparation de l'élève à ses leçons et ses devoirs et d'un manque d'attention et une attitude passive en classe.

16.

Il s'ensuit que, même si la peur de l'échec alléguée était existante antérieurement à la délibération et que le Conseil de classe en avait eu connaissance, cela n'aurait en tout cas pas pu influencer le sens de la décision du Conseil de classe, ni pu justifier que ce dernier déroge aux règles de promotion. En effet, conformément à l'article 61.B-5 du RGEE, une telle dérogation « *n'est autorisée que lorsque, au vu des circonstances précises qui la caractérisent et la différencient des autres cas, une situation déterminée requiert que la promotion soit accordée nonobstant des résultats insuffisants, dès lors qu'il est admis que l'élève sera en mesure de poursuivre avec succès sa scolarité dans la classe supérieure* » [c'est la Chambre de recours qui souligne].

Enfin, conformément à l'article 62.1 dernier § du RGEE, « *Les appréciations portant sur les capacités des élèves (...) et l'appréciation des circonstances particulières visées à l'article 61. B-5 relèvent du seul pouvoir d'appréciation du Conseil de classe. Elles ne sont pas susceptibles de recours* ».

Si la Chambre de recours n'a donc pas compétence pour procéder à des évaluations de nature purement pédagogique, elle peut toutefois constater qu'en l'espèce, l'appréciation portée par le Conseil de classe, acquise à la quasi-unanimité et clairement motivée, ne peut, en tout état de cause, au vu des éléments du dossier, être regardée comme entachée d'une erreur *manifeste* d'appréciation.

En ce qui concerne les autres moyens invoqués

17.

Dans leur mémoire en réplique, les requérants avancent des nouveaux moyens visant à qualifier la décision du Secrétaire général du 8 août 2018 ainsi que certains actes, comportements et carences alléguée de l'École et du Conseil de classe, comme totalement contraires au principe de bonne administration et violant les principes de proportionnalité, de raisonabilité, d'équité et de sécurité juridique.

Tout d'abord, la Chambre de recours tient à rappeler que conformément à l'article 18.2 du règlement de procédure « *la production de moyens nouveaux en cours d'instance est interdite, à moins que ces moyens ne se fondent sur des éléments de droit ou de fait qui se sont révélés pendant la procédure* ». De tels éléments ne se sont pas révélés en l'espèce au cours de la procédure devant la Chambre de recours.

Ensuite, conformément à l'article 61.2 du RGEE et ainsi qu'il a été souligné aussi bien dans la décision susmentionnée du Secrétaire général adjoint rejetant le recours administratif, qu'au point 11 ci-dessus, les décisions du Conseil de classe ne sont susceptibles de recours que pour vice de forme ou fait nouveau.

Or, les nouveaux griefs repris dans le mémoire en réplique se rapportent à la violation de règles de fond qui, comme la Chambre de recours a déjà pu l'affirmer dans une jurisprudence antérieure, définissent de manière générale les conditions de fonctionnement de l'École, du Conseil de classe et/ou du Secrétaire général, mais ne déterminent pas les modalités et critères de la formation de l'opinion des enseignants quant à l'appréciation des performances des élèves, de sorte que l'application, même défectueuse, de ces règles, ne peut entrer dans le champ d'application des vices de procédure visés à l'article 62. 1 du RGGE. De tels griefs sont dès lors inopérants dans le cadre du présent litige (*voir à ce sujet aussi la décision de la Chambre de recours du 21 septembre 2018 relative à l'affaire 18/45,*

point 35).

18.

En conclusion, à défaut d'établir un vice de forme ou un fait nouveau susceptible d'avoir une influence sur la décision adoptée par le Conseil de classe, le recours des requérants doit être déclaré non fondé.

Sur les frais et dépens,

19.

Contrairement à ce que prétendent les requérants dans leur mémoire en réplique, il y existe bel et bien une base juridique autorisant une condamnation aux frais et dépens.

En effet, aux termes de l'article 27 du règlement de procédure : « *Toute partie qui succombe est condamnée aux frais et dépens s'il est conclu en ce sens par l'autre partie. Cependant, si les circonstances particulières de l'affaire le justifient, la Chambre de recours peut mettre les frais et dépens à la charge de cette dernière ou les partager entre les parties (...)* A défaut de conclusions sur les dépens, chaque partie supporte ses propres dépens. ».

Il ressort de ces dispositions, lesquelles sont d'ailleurs tout à fait comparables à celles en vigueur devant la plupart des juridictions, nationales ou internationales, que la partie qui succombe doit, en principe, supporter les frais et dépens de l'instance. Pour autant, lesdites dispositions permettent à la Chambre de recours d'apprécier au cas par cas les conditions dans lesquelles il doit en être fait application.

20.

Les requérants, ayant succombé à leur recours, et les Ecoles européennes ayant conclu à la condamnation des requérants aux frais et dépens, il devrait normalement être fait droit à leurs conclusions en ce sens.

Cependant, dans les circonstances particulières de l'espèce, caractérisées notamment par la relative faible complexité, en fait et en droit, des questions soulevées et eu égard à l'absence d'examen de l'affaire en audience publique, la Chambre de recours estime qu'il y a lieu de décider que chaque partie supportera ses propres dépens.

PAR CES MOTIFS, la Chambre de recours des Ecoles européennes

D E C I D E

Article 1^{er} : Le recours de M. et Mme [...], enregistré au greffe de la Chambre de recours sous le n° **18-44**, est rejeté.

Article 2 : Chaque partie supportera ses propres dépens.

Article 3 : La présente décision sera notifiée dans les conditions prévues aux articles 26 et 28 du règlement de procédure.

A. Kalogeropoulos
Aubert

P. Rietjens

M.

Bruxelles, le 23 octobre 2018

Pour le Greffe,
Nathalie Peigneur